

Déclaration sur les changements climatiques prononcée par le député Dennis Bevington à la Chambre des communes le 25 avril 2013.

Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Sherbrooke.

Nous nous sommes renvoyé la balle à savoir qui est responsable. Or, la responsabilité du développement de l'industrie des combustibles fossiles au Canada incombe aux libéraux. C'est un gouvernement dirigé par Jean Chrétien, en collaboration avec Ralph Klein, qui a permis l'exploitation des sables bitumineux. Un traitement fiscal favorable et l'absence de réglementation appropriée ont propulsé l'expansion de l'industrie, ce qui nous cause aujourd'hui des problèmes gravissimes au chapitre de notre image sur la scène mondiale et de nos émissions de gaz à effet de serre. Depuis 1995, ces deux gouvernements se sont rendu coupables d'avoir transigé avec l'industrie gazière et pétrolière.

Je viens du Nord. Là-bas, nous savons ce que sont les changements climatiques. Les données de température que recueille Environnement Canada depuis 1951 révèlent une hausse moyenne de 2,5 °C par année dans la vallée du Mackenzie. Pour Inuvik, la hausse annuelle est de 3,1°. La hausse de la température hivernale moyenne est encore plus marquée, soit 5,8 °C à Inuvik au cours de la même période et 3,9 °C à Norman Wells et à Yellowknife. Nous savons ce qu'impliquent les changements climatiques.

Nous saisissons les effets — entre autres sur nos forêts, sur notre pergélisol, qui a fondu de 40 % à certains endroits, et sur la banquise de l'Arctique — de l'évolution de notre climat et de la hausse de température qui la cause. La date de la fonte des glaces et celle du début de l'interglacial du fleuve Mackenzie ont gagné une vingtaine de jours au cours du dernier siècle.

Le 26 septembre 2012, notre porte-parole en matière d'environnement et moi avons tenté de convaincre la Chambre de tenir un débat d'urgence sur la fonte rapide des glaces de l'Arctique en été. Pourquoi cette démarche? Parce que, l'été dernier, les Canadiens — pas seulement ceux des régions nordiques, mais ceux de tout le pays — ont fait l'expérience des répercussions des changements climatiques. Pourquoi? Parce que les choses changent, et rapidement. Nous n'aurons pas à attendre que la hausse atteigne 2 °C avant de subir les terribles contrecoups des changements climatiques.

Les États-Unis ont connu les températures les plus élevées jamais enregistrées au mois d'août depuis 1885. Ces températures ont donné lieu à des sécheresses un peu partout au pays. La cause? Selon un rapport de Jennifer Francis, de l'Université Rutgers, et Stephen Vavrus, de l'Université du Wisconsin, ces conditions climatiques extrêmes sont directement liées à la diminution de la couche de glace estivale dans l'Arctique. Celle-ci a rapidement baissé au cours de la dernière décennie pour atteindre son niveau le plus bas l'été dernier. Elle est de 50 % inférieure à ce qu'elle était en 1979. La perte de la couche de glace estivale augmente la chaleur de l'océan et de

l'atmosphère au point de changer la trajectoire du courant-jet, le flux d'air rapide de haute altitude qui dirige les systèmes météorologiques dans l'hémisphère Nord.

Les études révèlent que le courant-jet se comporte différemment. Il ralentit et présente des dépressions et des crêtes plus importantes, ce qui a des répercussions considérables sur notre climat et cause des phénomènes climatiques extrêmes à grande échelle qui sont plus graves qu'auparavant, comme la tempête Sandy qui s'est abattue sur la côte de l'État de New York.

Je n'expliquerai pas en détail pourquoi cela se produit. Les députés peuvent consulter Internet. Ils peuvent trouver eux-mêmes les explications. La question des changements climatiques concerne tous les Canadiens.

Les phénomènes météorologiques extrêmes que nous connaissons sont causés principalement par l'évolution du courant-jet. Nous savons donc que nous allons en connaître encore d'autres. Nous devons comprendre comment y faire face.

Je vais maintenant revenir en arrière et parler de la façon dont il faudrait faire face à la situation dans le Nord. Il est clair que les conservateurs, et les libéraux avant eux, ont été totalement incapables de s'occuper du Nord du pays, de réagir efficacement contre les changements climatiques et d'aider les gens du Nord à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à rendre leurs collectivités plus durables.

Les gouvernements ont plutôt considéré le Nord comme une région d'où on pouvait extraire des ressources. Cela vaut pour ces deux gouvernements. Ils ont estimé que le Nord était d'une importance capitale. Au lieu d'améliorer sa situation, le Nord aggravera le problème mondial des changements climatiques.

L'autre voie que nous devrions emprunter dans le Nord est celle de la viabilité. La viabilité est un mot passe-partout employé dans tout un éventail de situations, des grands projets industriels qui soutiennent l'emploi local et l'entreprise locale aux quotas de chasse d'animaux sauvages destinés à la consommation humaine. Vivant depuis longtemps dans le Nord, pour moi, la viabilité, c'est la capacité de maintenir un train de vie modeste qui peut être rehaussé jusqu'à devenir prospère, moyennant des projets à moyen terme de mise en valeur des ressources gérés prudemment. Je veux avoir la certitude que mes petits-enfants auront un avenir prospère. Nous devons chercher des moyens de libérer le Nord de sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

La situation dans le Sud du Canada est un peu artificielle, car les gens utilisent du gaz naturel pour chauffer leur maison. Le prix du gaz naturel n'a pas augmenté en 10 ans. Dans le Nord du Canada, où les gens se chauffent au mazout, l'augmentation au cours de la dernière décennie a été de 400 %. Compte tenu de la température dans le Nord, c'est un gros problème, un gros problème qu'on ne règle pas. Pourtant, le gouvernement pourrait faire quelque chose. Il pourrait appuyer les efforts de la population dans le Nord. Les habitants du Nord essaient d'améliorer la situation là-bas. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a converti un grand nombre de ses

immeubles à l'énergie issue de la biomasse. Il a formulé une stratégie d'utilisation de l'énergie solaire. Ce sont là des mesures susceptibles d'aider la population dans le Nord, mais où en est le gouvernement fédéral dans ce domaine? Il n'en est pas encore là.

L'idée dépassée qui consiste à voir l'énergie comme une ressource exportable, non renouvelable, a fait dévier le Canada de sa trajectoire. Il s'emploie davantage à accroître les émissions de gaz à effet de serre, et ce, non seulement au Canada, mais partout dans le monde. C'est à cela qu'on peut constater que le gouvernement conservateur a failli à la tâche.

Quelles mesures le gouvernement conservateur a-t-il prises au cours de la dernière année pour exercer son influence sur la communauté internationale au sujet des changements climatiques?

Il s'est retiré de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, alors que la désertification est l'une des graves conséquences des changements climatiques à laquelle nous devons faire face.

Il a refusé de débattre, à la Chambre, des graves problèmes qui guettent nos systèmes météorologiques.

Le Conseil de l'Arctique cherche, depuis des années, à faire des changements climatiques son cheval de bataille. Que dit la nouvelle ministre, qui assumera la présidence du Conseil de l'Arctique? Elle dit que le Conseil de l'Arctique devrait parler du développement des ressources. Elle dit que cet organisme international devrait délaisser l'étude des effets des changements climatiques et se consacrer davantage à l'exploitation des ressources.

Nous nous sommes retirés du Protocole de Kyoto. Nous avons renoncé à d'importants accords qui auraient pu inciter les autres pays du monde à nous emboîter le pas pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Tous les pays du monde doivent collaborer. Ce n'est pas un problème qu'on peut régler en vase clos au Canada en améliorant notre efficacité ou en imposant des règlements aux Canadiens. C'est un problème qui doit être réglé en collaboration avec les autres pays du monde.

Le président des États-Unis se prépare à lutter contre les changements climatiques. Quels efforts le Canada fait-il pour appuyer les États-Unis dans leur démarche actuellement? Nous essayons de leur vendre du pétrole dont l'extraction génère d'importantes émissions de gaz à effet de serre. Nous ne ménageons aucun effort pour le vendre aux États-Unis. De quelle manière collaborons-nous avec les États-Unis pour réduire les émissions de gaz à effet de serre? De quelle manière appuyons-nous le président des États-Unis qui a dit que la réduction des émissions de gaz à effet de serre sera l'une de ses principales priorités?

Nous encourageons religieusement la vente de combustibles fossiles. Voilà ce que le gouvernement fait. C'est son orientation. Voilà les efforts qu'il fait sur la scène

internationale. Comment cela permettra-t-il de surmonter la crise climatique qui se profile à l'horizon? Comment le gouvernement assume-t-il ses responsabilités? Il ne les assume pas.

Le gouvernement doit comprendre que les changements climatiques ne sont pas un problème dont on pourra graduellement atténuer les effets à l'avenir. Les changements climatiques sont déjà une réalité. Le gouvernement devrait prendre des mesures et s'attaquer à ce problème.